



CCI AIX MARSEILLE
PROVENCE

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Groupement de commandes

**Prestation de nettoyage des locaux, gestion des déchets
et services associées**

N° 25-M-S3Y-019

Règlement de consultation



Les dates clés de la consultation

05/05/2025

Date limite pour poser des questions

07/05/2025

Date limite de réponse aux questions par le pouvoir adjudicateur

Mardi 13/05/2025 à 09h00

Date limite de remise des offres

Coordonnateur du groupement de commandes

Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence

Palais de la Bourse

9 La Canebière

CS21856

13221 MARSEILLE Cedex 01

SOMMAIRE

Introduction	3
Eléments de contexte	3
Vocabulaire et abréviations	3
Contractants.....	3
1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Développement durable.....	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire.....	7
Pièces de la candidature :	7
Signature des pièces de l'offre :	8
Toutefois, la signature des pièces de l'offre n'est requise qu'au stade de l'attribution.....	8
5.2 - Visites sur site.....	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Attribution de l'accord-cadre	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE PRESENTI	12
8 - Renseignements complémentaires.....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
8.2 - Procédures de recours	13

Introduction

Eléments de contexte

Les membres du groupement de commandes doivent assurer la mise en propreté des locaux dont ils ont la charge et la gestion des déchets au sein de divers établissements dont certains recevant du public (ERP).

Vocabulaire et abréviations

Les principaux termes et abréviations utilisés dans ce document sont les suivants :

CCIAMP	Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence
CCIR PACA	Chambre de Commerce et d'industrie de région Provence Alpes et Côte d'Azur
DCE	Dossier de consultation des entreprises
DIPIMG	Direction Infrastructures, Projets Immobiliers et Moyens Généraux
Titulaire	Personne physique ou morale à qui est attribué l'accord-cadre

Contractants

Les parties contractantes sont

- Le pouvoir adjudicateur, d'une part, en la personne de Monsieur Jean-Luc CHAUVIN, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence, es-qualité, agissant au nom de l'ensemble des membres du groupement,
- Le titulaire de l'accord-cadre, d'autre part, ainsi que son (ses) éventuel(s) cotraitant(s) et/ou son (ses) éventuel(s) sous-traitant(s) dûment déclaré(s), dont l'acte d'engagement, la décomposition du prix global et forfaitaire, le bordereau de prix unitaires et le cadre de réponse technique (mémoire technique) et leurs annexes éventuelles ont été acceptés par le pouvoir adjudicateur.

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne **les prestations de nettoyage des locaux, de gestion des déchets et services associés pour le groupement CCIAMP, CCIR PACA, SASU ANSE DE LA RESERVE, SASU LES ESCAMPONS, SCI BASTIDE GRAND PRE et SA ESCM.**

Prestations de mise en propreté/hygiène et de vitrerie, et la gestion des déchets des locaux occupés sur les différents sites des membres du groupement incluant la fourniture de consommables d'hygiène courante et de leurs appareils distributeurs, sous la forme de prestations périodiques et de prestations à la demande selon besoin, ainsi que des prestations associées (permanences, gestion des déchets, remise en place des salles cours...)

La volumétrie annuelle estimative est caractérisée, d'une part, par les surfaces et les fréquences portées dans les documents applicables au CCTP et ses annexes et, d'autre part, par les quantités estimatives inscrites dans le Détail Quantitatif Estimatif (non contractuel) de l'offre économique joints au dossier de la consultation.

Cet accord-cadre est fractionné en tranches fermes et optionnelles pour uniquement la CCIAMP et la SA ESCM comme indiquées à l'article 5.2 du CCAP.

Lieu(x) d'exécution :

Bouches du Rhône – La liste des sites figure dans le document « **DA 2_Fiches signalétiques Sites** ».

L'ensemble des prestations de nettoyage constitue un lot unique et 19 sites :

- **CCI métropole Aix Marseille Provence (CCIAMP)**
 - **Palais de la Bourse** – 9, La Canebière – 13001 Marseille
 - **CMCI** – 2, rue Henri Barbusse – 13001 Marseille
 - **Vaufrèges** – 11, avenue de Luminy – 13009 Marseille
 - **Martigues** – 3, avenue José Nobré – Zone Ecopolis Sud – 13501 Martigues Cedex
 - **Espace Forbin** – 7, place John Rewald – 13100 Aix-en-Provence
 - **Gambetta** – 11, cours Gambetta – 13100 Aix-en-Provence
 - **Luminy ILE** - 163 Avenue de Luminy – Marseille
 - **Fortia / Legs Dufay** - 19 Rue fortia – Marseille
 - **Centre de vie l'Anjoly** - 98 avenue de l'Europe – Vitrolles
 - **Athélia II** - ZAC Athelia II 219 Avenue du Serpolet – La Ciotat
 - **Aubagne** - 248, avenue des Paluds - Centre Agora Bat A - ZI les Paluds – Aubagne
 - **Immeuble De Gaulle** – 1 place du Général De Gaulle – 13001 Marseille
 - **Grand Pré bureaux** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – Marseille
 - **Grand Pré bastide** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis - Marseille
- **SASU LES ESCAMPONS**
 - **Castellane** – 1, rue Saint Sébastien – 13006 Marseille
- **SA ESCM**
 - **Sainte-Victoire (uniquement bât. Océanie et Asie)** – 35 rue Sainte Victoire – Marseille
- **SCI BASTIDE GRAND PRE**
 - **Grand Pré logement** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – Marseille
- **SASU ANSE DE LA RESERVE**
 - **Anse de la réserve** – 34 bd Charles Livon - 13007 Marseille
- **CCI REGION PACA**
 - **CCIR PACA** - 8 rue Neuve Saint Martin – 13221 Marseille

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Cet accord-cadre, mono-attributaire est décomposé de la manière suivante :

- une partie forfaitaire correspondant aux prestations récurrentes et périodiques sur les différents sites et par membre de groupement,
- une partie à prix unitaires correspondant aux prestations à la demande qui seront exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, sans seuil minimum et avec un **seuil maximum annuel de 450 000 € HT pour le groupement** (prestations passées en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande).

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
90911000	Services de nettoyage de logements, de bâtiments et de vitres
90919000	Services de nettoyage de matériel de bureau, de bureaux, des écoles

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué à l'article 2 du CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée à l'article 5 du CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes nommées « 25-M-S3Y-019 – DA... »
- Un seul fichier « DPGF-BPU-DQE » relatif aux éléments financiers comportant 10 onglets :
 - DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire)
 - 1-Surfaces
 - 2-Permanence
 - 3-Vitrierie
 - 4-Déchets DIB
 - 5-Déchets Papiers
 - 6-Point apport volontaire
 - 7-Hygiène sanitaire
 - BPU (Bordereau des prix unitaires)
 - DQE (Détail quantitatif estimatif)
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- L'attestation de visite

Les documents suscités sont priorisés à l'article 3 du CCAP.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Les pièces telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur¹ pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Formulaire DC1 (Lettre de candidature), désignation du mandataire par ses co-traitants) précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.
Copie du ou des jugements prononcés , si le candidat est en redressement judiciaire
Tout document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise ¹
Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans des cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3, le candidat produit son numéro unique d'identification (numéro SIREN) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R.2143-13.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration du candidat (formulaire DC2), document joint au dossier de la consultation. En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement remplit un formulaire DC2 le concernant. Il en est de même pour un sous-traitant déclaré.
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (sur formulaire DC2) <u>Capacité minimale exigée</u> : Le niveau spécifique minimal exigé pour garantir la bonne exécution du marché est un chiffre d'affaires HT annuel moyen supérieur ou égal à 1 000 K€ HT
Assurance Responsabilité Civile Professionnelle en cours de validité
Relevé d'identité bancaire (RIB)

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principales prestations (références) effectuées au cours des trois dernières années , indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

¹ Ces documents seront datés, signés électroniquement, par une personne habilitée à engager juridiquement le candidat.

Dans le cas où la personne qui signerait les documents pour le compte du candidat ne serait pas le représentant légal juridiquement habilité à l'engager, elle devra joindre à l'appui de la candidature la preuve de sa capacité à signer le marché, par la production d'une délégation de signature, établie par le représentant légal juridiquement habilité à engager l'entreprise.

En cas d'absence de ce pouvoir ou d'une délégation qui ne serait pas établie en bonne et due forme, l'offre du candidat ne pourra pas être acceptée.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre à produire impérativement :

L'absence de l'une des six pièces ci-dessous énumérées entrainera l'irrégularité de l'offre.

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire et ses onglets nommés de 1 à 7 (DPGF) <i>Toutes les lignes des Décompositions du Prix Global et Forfaitaire et de ses 7 onglets doivent être impérativement renseignées sous peine d'irrégularité de l'offre (y compris pour une valeur nulle).</i> <i>Le soumissionnaire fournira, dans le cadre de son offre, la pièce financière sous format Excel et PDF (signé).</i>	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU) <i>Toutes les lignes du bordereau des prix unitaires (BPU) doivent être renseignées sous peine d'irrégularité de l'offre.</i> <i>Le soumissionnaire fournira, dans le cadre de son offre, la pièce financière sous format Excel et PDF (signé).</i>	Oui
Le détail quantitatif estimatif (DQE) rempli automatiquement à partir des prix unitaires du BPU <u>en format Excel</u> <i>L'attention du candidat est attirée sur le fait que toutes les lignes du Détail Quantitatif estimatif sont incrémentés à partir des prix unitaires du BPU.</i>	Non
Le cadre de réponse technique (CRT) du pouvoir adjudicateur ou, à défaut, le mémoire technique reprenant intégralement les critères du CRT justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat Le candidat est invité à utiliser ce document joint au DCE. <i>Le candidat indiquera l'intégralité des éléments de réponse aux critères de jugement des offres dans le document prévu à cet effet. Tout renvoi à un autre document doit être strictement identifié.</i>	Oui
Un certificat de visite des sites (nom et téléphone des personnes à contacter)	Non

Signature des pièces de l'offre :

Il est préconisé par l'acheteur que les pièces de l'offre (Acte d'Engagement, DPGF-BPU-DQE, Cadre de réponse technique et ses éventuelles annexes) **soient signées dès la remise du pli**, par le représentant légal du soumissionnaire ou tout représentant dûment désigné par lui.

Toutefois, la signature des pièces de l'offre n'est requise qu'au stade de l'attribution.

Par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et de soumissionner en réponse à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché : Acte d'Engagement, DPGF-BPU-DQE, Cadre de réponse technique et ses annexes, ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visite sur sites (obligatoire)

Afin d'évaluer les moyens à mettre en œuvre, le soumissionnaire doit effectuer une visite des sites précisés ci-après avant l'établissement de son offre.

Les visites sont obligatoires sur **3 sites représentatifs** : **Palais de la Bourse, Immeuble De Gaulle et Castellane**.

Les visites prévues au choix sont les suivantes :

- **Jour 1 en date du mercredi 16 avril 2025**
- **Jour 2 en date du mercredi 23 avril 2025**

Rendez-vous à 9h00 sur le site du Palais de la Bourse, 9 la Canebière 13001 Marseille

Tempo pour information (9H00 Palais de la Bourse – 10H00 Immeuble De Gaulle – 10H45 Castellane)

A cette fin, **les candidats devront confirmer leur présence** auprès du pouvoir adjudicateur à l'adresse mail suivante : facilitiesmarseille@cciamp.com

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Le certificat de visite doit être impérativement joint au dossier de l'offre (cf. article 5.1 du présent règlement de la consultation).

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2726229&orgAcronyme=l2m>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CCIAMP

Palais de la Bourse

Service Marchés

9 La Canebière

CS 21856

13221 MARSEILLE CEDEX 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAeS, CAeS ou PAeS). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
C1- « Prix des prestations » est apprécié au regard des prix de la DPGF et du BPU : P1 – Prix des prestations récurrentes jugés sur la base du montant total annuel de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) TF + TO – 70 % P2 – Prix des prestations à la demande jugées sur la base du montant total du Détail quantitatif Estimatif (DQE) – 30 %	40 %
C2- « Aspects qualitatifs » jugé sur la base du cadre de réponse (mémoire technique) complété par le candidat : SC1 – Moyens humains (Equipe d'encadrement, équipe d'intervention, cohérence de la cadence de travail...) - 30 % SC2 – Moyens matériels (Matériels mis en place pour chaque type de prestation, sur chaque site et par catégorie, produits et petits consommables proposés, consommables sanitaires...) - 20 %	60 %

<p>SC3 – Exploitation (Organisation, évaluation, suivi et communication, gestion des ressources humaines, santé et sécurité, RSE/développement durable, optimisation de la gestion des déchets/politique apport volontaire...) – 30 %</p> <p>SC4 – Gestion des déchets (Optimisation de la gestion des déchets/politique apport volontaire, campagnes de sensibilisations et divers moyens de communication auprès des collaborateurs Prestataire et Client sur les gestes de tri-sélectif et sur les cycles de vie des déchets) – 20 %</p>	
---	--

NOTATION DES OFFRES

Le classement des offres recevables et le choix des attributaires seront fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessus.

Les offres financières seront appréciées exclusivement sur la base du montant HT de la **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** et du **Détail Quantitatif Estimatif** du soumissionnaire.

Les aspects qualitatifs de l'offre seront appréciés exclusivement sur la base des réponses apportées par le soumissionnaire dans le **Cadre de réponse technique** (mémoire technique) et ses éventuelles annexes.

1. Analyse des offres financières - Note N(C1) – 40 points

La note N(C1) sera appréciée sur 4 points de la manière suivante : $N(C1) = (N(P1) \times 70 \%) + (N(P2) \times 30 \%)$

Avec $N(P1) = 4 \times (2 - (OFF1 / MD1))$

dans laquelle :

OFF1 = Prix des prestations récurrentes jugés sur la base du montant total annuel de la décomposition du prix global et forfaitaire (montant de l'offre notée).

et **MD1** = Prix des prestations récurrentes jugés sur la base du montant total annuel de la décomposition du prix global et forfaitaire (montant de l'offre la moins disante jugée recevable).

et $N(P2) = 4 \times (2 - (OFF2 / MD2))$

dans laquelle :

OFF2 = Prix des prestations à la demande jugées sur la base du montant total du Détail quantitatif Estimatif (montant de l'offre notée).

et **MD2** = Prix des prestations à la demande jugées sur la base du montant total du Détail quantitatif Estimatif (montant de l'offre la moins disante jugée recevable).

La note N(C1) comportera deux décimales arrondies à la décimale la plus proche, puis sera établie sur 40 points pour tenir compte de la pondération.

2. Analyse des aspects qualitatifs de l'offre - Note N(C2) - 60 points

Les sous-critères de jugement des aspects qualitatifs de l'offre sont notés de manière suivante :

Note 4 = Très satisfaisante

Note 3 = Satisfaisante

Note 2 = Moyenne

Note 1 = Insuffisante

Note 0 = Non renseignée

La note N(C2) sur 4 points sera égale à :

$N(C2) = [N(SC1) \times 30 \%] + [N(SC2) \times 20 \%] + [N(SC3) \times 30 \%] + [N(SC4) \times 20 \%]$

La note N(C2) comportera deux décimales arrondies à la décimale la plus proche, puis sera établie sur 60 points pour tenir compte de la pondération.

3. Notation finale

La note finale N(F) sera calculée sur 100 de la manière suivante :

$N(F) = N(C1) + N(C2)$.

La note N(F) comportera deux décimales arrondies à la décimale la plus proche.

4. Cohérence de l'offre

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées dans les pièces financières contractuelles (BPU et/ou DPGF), prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence.

Pour mémoire, il est rappelé que le DQE n'est pas contractuel : en cas d'erreur de report, de multiplication ou d'addition constatée dans le DQE pour le jugement des offres, c'est le montant rectifié à partir du BPU qui sera pris en considération.

5. Classement des soumissionnaires selon leur offre

Le soumissionnaire qui aura obtenu la note N(F) la plus élevée sera classé en 1ère position et ainsi de suite. Dans le cas où plusieurs soumissionnaires sont classés ex-aequo, la préséance est attribuée au soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée au critère « Aspects qualitatifs » (Note C2).

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE PRESENTI

Le soumissionnaire pressenti pour être titulaire devra produire la preuve qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés par le Code de la commande publique en produisant les documents justificatifs suivants :

Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents :

- Attestation de régularité fiscale
- Attestation de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois
- Déclaration sur l'honneur de non-emploi de travailleurs étrangers datant de moins de 6 mois

OÙ

- Liste nominative des travailleurs salariés étrangers soumis à autorisation de travail datant de moins de 6 mois (articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail), précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail.
- Attestation d'assurance RC professionnelle en cours de validité
- Relevé d'identité bancaire (RIB)

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le soumissionnaire pressenti pour être titulaire produise les certificats et attestations complémentaires exigés avant la signature du contrat. Le délai imparti pour remettre ces certificats et attestations ne pourra être supérieur à 5 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.



L'acheteur public met à la disposition du soumissionnaire, gratuitement, l'accès à la plateforme en ligne e-attestations : le soumissionnaire pressenti pour être titulaire devra déposer ses certificats et attestations sur la plateforme à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2726229&orgAcronyme=I2m>

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après

identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Marseille

31 rue Jean-François Leca

13235 MARSEILLE CEDEX 2

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 89

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif Marseille

22-24 rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

Renseignements :

Téléphone greffe : 04.91.13.48.13. – Fax : 04.91.81.13.87

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique "Télerecours citoyen" accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Introduction des recours :

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique. A partir de la signature du marché ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L.551.13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la Juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L.551-1 dès lors que l'acheteur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

- Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation.

- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté. Pour le concurrent évincé le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative)

- Un référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (application de l'article L 521-1 du Code de justice administrative).

- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, « Département de Tarn-et-Garonne », n° 358994).

Médiation :

- Mission de conciliation : Le tribunal administratif Marseille peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L.211-4 du Code de Justice de Administrative. Tél : 04 91 13 48 13

- Pour les différends liés exclusivement à l'exécution du marché : Comité consultatif interrégional de règlement amiable conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique : Préfecture de région, Bd Paul Peytral, 13282 Marseille Cedex 20, Tél : 0484354000. Adresse Internet : <http://www.paca.pref.gouv.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Marseille
22 à 24 rue Breteuil
13281 MARSEILLE CEDEX 06

Tél : 04 91 13 48 13
Télécopie : 04 91 81 13 89
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr